

Yoletty Bracho, militante et chercheuse vénézuélienne vivant en France, a [consacré ses recherches](#) aux rapports entre les organisations des quartiers populaires et l'État issu de la révolution bolivarienne. Présente au Venezuela les semaines précédant les élections, elle a pu rencontrer des représentants de diverses composantes de la gauche et du chavisme.

*Elle livre ici ses impressions quant à la situation actuelle et le déroulement des élections, en prenant appui sur les témoignages recueillis, et en appelle à une solidarité internationaliste avec le peuple vénézuélien.*

\*\*\*

« Tout le monde sait ce qui s'est passé » est la phrase qui était dans les bouches des vénézuéliens juste après l'annonce des résultats de l'élection présidentielle du 28 juillet après minuit. Nous étions donc le 29 juillet et nous apprenions par le biais d'Elvis Amoroso, président du Conseil National Electoral (CNE), que Nicolás Maduro Moros, président de la République, avait gagné avec 51,2 % des votes exprimés, laissant derrière le candidat de l'opposition traditionnelle, Edmundo Gonzalez Urrutia, qui aurait obtenu 44,2% des votes. Or, cette annonce venait contredire une série d'indices qui semblaient dire le contraire : depuis les anciens bastions du chavisme, notamment dans les quartiers populaires urbains, semblaient émerger durant la journée des résultats défavorables à Nicolás Maduro. Que s'est-il passé ? Que pouvons-nous depuis la gauche penser de cette dernière élection présidentielle vénézuélienne ? Et comment pouvons-nous imaginer une sortie par le haut qui respecte la démocratie et les votes exprimés par les Vénézuéliens ?

## **Doutes et démoralisation : des gauches divisées sous la contrainte maduriste**

Se réclamer de la gauche au Venezuela tout en s'opposant au gouvernement de Nicolás Maduro n'est pas une mince affaire. Ainsi, les témoignages que j'ai pu recueillir durant un mois d'échanges avec les divers représentants des gauches, parmi lesquelles des personnes qui se réclament toujours du chavisme, montrent la difficulté à s'organiser quand on est la cible de la répression politique et sociale du gouvernement. Ceci est d'autant plus évident dans la période électorale. Un ancien ministre du chavisme me disait : « Il est impressionnant de voir que la droite a pu avoir son candidat, mais que c'est nous à gauche qui n'avons pas le droit d'avoir de candidat. Nous n'avons pas de représentation lors de ces élections »<sup>[1]</sup>. En effet, nombreux ont été ceux qui m'ont fait part de leurs inquiétudes quant à la décision à prendre pour la journée de l'élection. Pour ces militants de gauche, membres d'organisations populaires, qui pour beaucoup ont aussi été des intermédiaires de l'action publique sous les gouvernements chavistes, la question se posait d'aller ou pas voter le 28 juillet. D'une part, puisque le vote pour Edmundo González Urrutia semblait impossible. Pas moyen en effet pour ces personnes de donner leur vote au porte-nom de María Corina Machado, leader de l'opposition traditionnelle qui a pu par le passé tisser des alliances avec des figures repoussoir telles que Donald Trump, Jair Bolsonaro ou encore Javier Milei. Mais aller voter pour Nicolás Maduro ? Celui qui depuis des années a éloigné les gauches populaires du gouvernement ? Celui qui a géré la crise économique en faisant payer aux plus pauvres le poids de la corruption au sein de l'entreprise pétrolière et les effets des sanctions économiques étatsuniennes ? Celui qui a réprimé les classes populaires lors des Opérations de Libération du Peuple (OLP), durant les

années 2015 à 2017, ayant fait des milliers de morts parmi les hommes jeunes et noirs des quartiers[2] ? Non, ce n'était pas possible non plus. Alors, pour certains de ces militants la seule option semblait être l'abstention. Une solution qui contraste avec des années de revendication du vote par le chavisme comme l'outil politique à part entière pour régler les conflits entre les Vénézuéliens. Quelques positions divergentes existent aussi : parmi les personnes avec qui j'ai pu discuter, une d'entre elles décide de voter pour González Urrutia pour faire « barrage » à Maduro. L'autre dit que c'est son devoir de chaviste de voter pour l'opposition, pour montrer au président au pouvoir qu'il ne représente plus les idéaux de ce courant politique. D'autres options encore existent : parmi les forces syndicales, trotskistes, ou communistes ayant eu des relations plus au moins proches avec le chavisme, c'est le vote nul qui semble s'imposer. Ce qui demande aux électeurs un petit effort technique. N'oublions pas qu'au Venezuela le vote est électronique. Il se fait par des machines installées dans des bureaux de vote, qui à la fois transmettent les suffrages au conseil national électoral (CNE) et émettent un récépissé de vote qui est déposé dans une urne. La seule manière d'obtenir un vote nul est d'initier le processus de vote sur l'écran tactile, d'attendre les trois minutes données au total pour voter, et recueillir un récépissé de « voto nulo ». La machine n'a pas d'emblée une option pour exprimer ce choix.

Mais au-delà du choix électoral, c'est la question de l'organisation collective et unitaire des gauches qui s'opposent au gouvernement Maduro qui se pose. Divisées entre partis politiques, syndicats, mouvements sociaux et autres espaces pluriels (think-tanks, revues littéraires...), la convergence des luttes semblait difficile avant l'élection quand les uns et les autres se reprochaient des positions divergentes vis-à-vis de l'histoire de Révolution bolivarienne. Les questions de langage deviennent des questions stratégiques centrales : lors d'une AG qui cherchait à construire une alliance entre organisations pour la période post-électorale, il était étonnant de voir que certains mots sont sortis du vocabulaire courant. On ne parle plus de « pouvoir populaire », du « peuple », mais s'impose un langage orienté vers les « travailleurs » et « les pactes d'élites ». C'est une sorte de victoire de la part des forces syndicales et de partis d'un certain trotskisme qui peuvent se targuer de ne jamais avoir rejoint les rangs chavistes. Dans ce contexte, un militant reconnu, chercheur travaillant sur les questions de violence et sur les quartiers populaires, me dit : « ce sera le moment d'après les élections qui va nous réunir. À quelques jours de l'élection (19 juillet), nous pouvons encore discuter de la récupération de l'entreprise pétrolière en la faisant fonctionner par coopératives, ou de la nationalisation des cliniques privées... mais après l'élection on saura si nous allons avoir la place nécessaire pour nous battre pour nos droits sociaux et collectifs, ou si nous allons devoir lutter pour le simple droit d'exister politiquement ». Cet avis converge avec celui d'un dirigeant d'une organisation d'envergure défendant le droit au logement des classes populaires : « Nicolás ne peut pas gagner. Ils n'ont pas les votes. Et si Nicolás prend l'élection par la force, on n'aura plus rien à faire que défendre notre capacité à faire de la politique ». Selon des conversations et expressions politiques issues de ces mêmes acteurs depuis l'élection, ils semblent d'accord pour dire que c'est la deuxième option qui est en train de s'imposer.

## **Le 28 juillet : la fin de la démocratie révolutionnaire ?**

La veille de l'élection je suis allée rendre visite à des leaders communautaires dans un quartier populaire de l'ouest de Caracas, bastion historique du chavisme. Leurs positions par rapport à celles qui m'avaient été rapportés un mois auparavant avaient changé. Ils

étaient convaincus que la *maquinaria electoral*, à savoir, les structures de mobilisation électorale du chavisme pouvaient l'emporter. Après un mois d'échanges avec divers secteurs des gauches vénézuéliennes, c'était la première fois que j'entendais une telle affirmation. Plus étonnant encore, une militante chaviste me dit : « et même si on ne gagne pas il faut qu'on gagne. Le danger est trop grand ». La peur s'installe en effet parmi ces personnes issues des classes populaires et identifiées dans leurs quartiers comme militants chavistes de ce qui peut se passer si l'opposition traditionnelle gagne. En effet, une autre expression parcourt les rues de Caracas et les réseaux sociaux : *ahora vamos a cobrar*, nous allons leur faire payer nos dus. L'opposition traditionnelle semble se référer à ce qu'ils conçoivent comme une nouvelle stratégie qui devrait leur permettre de revendiquer cette élection, à la différence de ce qu'aurait fait Henrique Capriles Radonski en 2013 face à Nicolás Maduro, élection qu'ils voient comme ayant été volée même si l'audit du CNE a bien confirmé la victoire de Maduro. Mais pour les militants historiques du chavisme cela sonne différemment : *cobrar* serait plutôt venir porter atteinte matérielle et physique contre leurs lieux de vie, de militantisme, contre eux et leurs familles. Une chercheuse reconnue et participant depuis des années aux efforts de négociation au Venezuela comprend ces craintes : « malheureusement le discours de l'opposition traditionnelle la plus radicale ne rassure pas les chavistes, ce qui empêche d'avancer y compris dans les plus hautes instances de négociation ».

Le 28 juillet, jour de l'élection, Caracas et le pays étaient calmes. Même si des irrégularités sont rapportées lors de l'installation des bureaux de vote, les Vénézuéliens font la queue depuis la veille au soir pour aller voter. Ce n'est pas non plus la « fête électorale » telle qu'elle a été historiquement revendiquée par le chavisme. Dans ce pays où les jours d'élection ont pu être des jours de forts mouvements, de mobilisation citoyenne, de réunions familiales, amicales et militantes, cette fois-ci tout semble étrangement calme, certainement trop. Difficile de trouver des personnes avec qui passer la journée et attendre les résultats, mis-à-part des réunions fermées organisées par des ONG dans leurs locaux pour veiller au déroulement technique de l'élection. A l'Est de Caracas, dans un quartier de classe moyenne supérieure, les absents se font sentir : les générations les plus anciennes votent mais leurs jeunes partis depuis des années habiter à l'étranger ne sont pas présents. Or, des plus de 7 millions de Vénézuéliens partis à l'étranger, représentant un tiers de la population vénézuélienne, ce sont désormais les quartiers populaires qui se vident de leurs générations intermédiaires.

L'annonce des résultats arrive tard. Très tard. Le 29 juillet. Ce n'est pas exceptionnel en soi, mais une donnée sème le doute. Depuis la fin de l'après-midi, au moment de la fermeture des bureaux de vote, nous comprenons par divers témoignages que les résultats ne sont pas transmis au CNE, ou encore que les témoins habilités par le même conseil et représentant les partis politiques rencontrent des difficultés à obtenir les procès-verbaux qui recueillent les résultats dans leurs bureaux de vote respectifs. Encore plus, nous comprenons par diverses sources que les représentants de González Urrutia sont interdits d'entrer dans le bureau de totalisation du CNE, là où les résultats généraux de l'élection sont imprimés et validés par les membres du Conseil et les représentants des partis politiques. Minuit passé, le président du CNE annonce la victoire de Nicolás Maduro, après avoir dénoncé une attaque terroriste contre le système de transmission des résultats. Attaque qui a pu donc être surmontée, permettant au pouvoir électoral d'émettre des résultats après avoir obtenu, selon leurs dires, 80% des procès-verbaux issus des bureaux de vote. Au Venezuela, seul le CNE a le droit d'annoncer des résultats. Ceux-ci sont annoncés une fois qu'ils montrent une tendance dite irréversible, c'est-à-dire, qui ne peut pas changer même après l'arrivée des résultats manquants. Or, la différence annoncée par

« Tout le monde sait ce qui s'est passé ». Pour une approche de  
gauche des élections au Venezuela

<https://www.contretemps.eu> redaction

---

Amoroso entre Maduro et González est de 700 000 voix. Les 20% de votes manquants représentent plus de 2 millions de votes. La réversibilité des résultats est encore mathématiquement possible. Et les témoignages issus des bureaux de vote, ainsi que la mobilisation populaire qui s'en suit en disent beaucoup.

## Mobilisation populaire et citoyenne : la démocratie face à la répression

Le 29 juillet à 7h Caracas dormait encore. Ayant traversé la ville d'ouest en est, je me surprends à constater à quel point elle est vide alors que d'habitude la capitale se réveille avec le soleil, entre 5h30 et 6h. Quelques heures plus tôt, une amie militante écologiste et féministe s'inquiète : « 6 ans de plus de ça c'est trop ! Qu'est-ce qu'on va pouvoir faire ? »<sup>[3]</sup>. Elle et sa mère, ayant travaillé par le passé au CNE, ne s'expliquent pas la soit distant attaque terroriste. Selon leurs connaissances, ce n'est pas possible. Mais encore plus important, c'est la conclusion qu'en tire cette militante qui se bat pour l'écoféminisme dans un pays pétrolier et où le droit d'avortement est encore pénalisé par la loi : « la seule chose sur laquelle je faisais encore confiance c'était le système électoral. Or, maintenant c'est comme avec les *apagones* (coupures d'électricité généralisées qui ont eu lieu en 2019), c'était alors un iguane<sup>[4]</sup> qui est venu tout couper, et maintenant on n'a aucune explication convenable, seulement des résultats qu'il faut accepter sur parole ».

Si à 7h tout était calme, quelques heures après la ville commence à se bouger. Et non pas seulement Caracas, mais dans le reste du pays. Une révolte populaire traverse les rues. Les *cacerolazos* (concerts de casseroles) se transforment en mobilisations de rue. Ces mobilisations dépassent les organisations politiques, dépassent le clivage binaire qui a historiquement été au cœur des analyses sur le Venezuela. Femmes et hommes des classes populaires, pour beaucoup sans doute ayant été soutiens du chavisme, prennent les rues et réclament le respect de leurs votes, de leur droit à vivre en démocratie. Ces mobilisations ne sont pas téléguidées par la droite vénézuélienne ou encore par l'impérialisme états-unien. À bien des égards, elles les dépassent, et les leaders de l'opposition traditionnelle ont du mal à les canaliser<sup>[5]</sup>. C'est la même chose pour le chavisme de gouvernement, dont la réponse est très rapidement celle de la répression. En à peine trois jours, plus d'un millier de personnes sont emprisonnées. On décompte déjà plus d'une vingtaine de morts, et des disparus. Maduro annonce l'aménagement de nouveaux centres pénitentiaires de haute sécurité où il sera question de travail forcé et de rééducation « comme à l'époque »<sup>[6]</sup>. A l'époque, c'était lors de la dernière dictature militaire du XXème siècle, celle de Marcos Pérez Jiménez qui, comme le rappelle l'actuel président du Venezuela lors de son allocution, mettait les prisonniers à l'ouvrage pour la construction des routes. « Qu'ils aillent construire des routes », dit-il. Parmi mes connaissances, une chercheuse abrite chez elle une femme dont l'enfant a été victime des OLP et qui a été témoin<sup>[7]</sup> à son bureau de vote. Les forces de l'ordre cherchent dans les quartiers les témoins et les amènent dans les centres pénitentiaires. Les témoignages se multiplient à propos de la répression, du contrôle par les forces de l'ordre et les organisations paramilitaires des quartiers dont sont parties les manifestations. Nous assistons à une criminalisation de la révolte populaire, à sa répression implacable.

## Sortir par le haut grâce à la diplomatie latino-américaine et la solidarité internationaliste

Le conflit politique vénézuélien est l'objet de médiations par divers acteurs internationaux. Le regard des diplomaties latino-américaines est central. Des pays gouvernés par la gauche comme le Brésil, la Colombie et le Mexique interpellent le gouvernement Maduro dans un communiqué où ils appellent à un audit public des votes exprimés le 28 juillet, seul outil institutionnel qui permettrait de construire une sortie souveraine et par le haut des tensions, du doute et de la répression qui accable sur le peuple vénézuélien. Loin des affirmations d'Anthony Blinken qui depuis les États-Unis reconnaît directement González Urrutia en tant que vainqueur des élections et provoque encore plus de tensions, les diplomaties latino-américaines font l'ardu travail de maintenir des voies de dialogue avec les partis prenants du conflit et cherchent à construire des négociations entre ces acteurs.

Les gauches internationales, françaises en particulier, peuvent faire leur part. Nos camarades, ainsi que le peuple vénézuélien dans son ensemble ont besoin de notre soutien. L'appel au respect de la démocratie est sans doute le meilleur outil pour avancer dans cette situation. « Tout le monde sait ce qu'il s'est passé », y compris nos camarades qui cherchent désormais à construire un espace politique digne de ce nom. Nous nous devons aux luttes populaires dont ils sont les porte-voix.

### Notes

[1] Je paraphrase. En général, la situation politique au Venezuela empêche l'enregistrement d'entretiens par souci de sécurité à la fois pour l'intervieweur et l'interviewé.

[2] Il s'agit d'un programme sécuritaire mis en place par le gouvernement Maduro, qui a pris la forme d'interventions militarisées par les Forces Spéciales de Sécurité (FAES), un corps de police dont les membres masqués interviennent dans les quartiers à la recherche de soi-disant criminels. Les travaux de terrain, quantitatifs et qualitatifs, démontrent que ces OLP sont à l'origine de milliers de morts de jeunes noirs et pauvres issus des quartiers populaires urbains. Voir Keymer Ávila et Magdalena López, « La nécropolitique au Venezuela bolivarien : l'État comme machine de guerre », *Cahiers des Amériques latines*, n°103, 2023 [[en ligne](#)].

[3] Ce témoignage fait écho au communiqué de l'organisation féministe « Les comadres púrpuras » qui s'inquiètent du scénario de répression post-électorale qui risque de rendre la vie encore plus difficile, et oblige à construire des nouvelles pratiques et stratégies de *care*. Voir « Prácticas que buscan embrutecer y promover la mediocridad del pensamiento crítico. Pensamiento absolutista gubernamental que busca un orden dependiente del terror, miedo y subordinación ». Las comadres púrpuras, 31 juillet 2024 [[en ligne](#)].

[4] Lors de la coupure d'électricité généralisée de 2019, diverses explications ont été proposées par les autorités parmi lesquelles des incendies, des attaques cybernétiques, entre autres. Celles-ci circulent aux côtés d'autres plus improbables comme celles des effets des iguanes sur les centrales électriques. L'iguane qui s'attaque au système électrique est devenue une image courante et mobilisée de manière ironique pour critiquer le défaut d'explication de la part du gouvernement Maduro.

[5] Les gauches dissidentes et les chercheurs sur place qui travaillent sur les classes populaires montrent comment l'opposition traditionnelle n'avait pas, le 29 juillet, les moyens de saisir stratégiquement ces mobilisations. Les manifestations n'ont répondu à aucun appel issu d'une organisation politique. Les origines géographiques et sociales des manifestants, ainsi que leurs codes politiques, étaient très éloignées de ceux propres aux soutiens de l'opposition traditionnelle. À ce propos, voir : Rebecca Hanson et Verónica Zubillaga, « Massive protests erupt again over disputed Venezuela elections - but they look different this time », *The Conversation*, 31 juillet 2024 [[en ligne](#)].

[6] Voir un extrait sur ce tweet :  
<https://x.com/Karenmendez/status/1819498113071304806>.

[7] Les témoins sont les personnes accréditées par le CNE au nom des partis politiques qui participent à l'élection, ayant le droit de veiller sur le bon déroulement de la procédure électorale dans leurs bureaux respectifs, participant aussi au dépouillement et à la vérification finale des résultats. Ces témoins sont censés obtenir à la fin du dépouillement des copies des procès-verbaux issus des machines de vote.